

Cimetières

Règlement municipal

Nous, François BOUCLY, Maire de la ville de Les Abrets en Dauphiné ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, les articles L.2213-7 à L.2213-13, L.2223-1 à L.2223-46 et R.2223-2 et suivants ;
Vu le Code Civil, notamment les articles 78 et suivants ;
Vu le Code Pénal, notamment les articles 225-17 et 225-18 ; R610-5 ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, article L.511-4-1 ;
Vu le Code des Pensions Militaires d'invalidité et des Victimes de la Guerre et notamment les articles L.488 et suivants ;
Vu la délibération n° 2019-E-11 du conseil municipal en date du 1^{er} juillet 2019 portant règlement intérieur des cimetières à compter du 1^{er} septembre 2019.
Considérant la nécessité de prescrire toutes les mesures réclamées pour la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence dans le cimetière.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 RÈGLES GÉNÉRALES D'ACCÈS ET D'UTILISATION DU CIMETIÈRE

CHAPITRE 2 LES OPÉRATIONS FUNÉRAIRES

CHAPITRE 3 CONCESSIONS FUNÉRAIRES

CHAPITRE 4 LES SITES CINÉRAIRES

CHAPITRE 5 L'OSSUAIRE

CHAPITRE 6 RÈGLES GÉNÉRALES DES INTERVENTIONS DANS LE CIMETIÈRE

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DU RÈGLEMENT



CHAPITRE 1 – RÈGLES GÉNÉRALES D'ACCÈS ET D'UTILISATION DU CIMETIÈRE

Article 1 Les cimetières sont accès libre aux piétons, seul les accès véhicules nécessitent une demande préalable d'ouverture.

Article 2 L'entrée du cimetière est interdite aux marchands ambulants ; aux animaux domestiques non tenus en laisse ; aux personnes qui ne se comporteraient pas avec toute la dignité souhaitable (état d'ivresse, tenue vestimentaire indécente, agissements turbulents)

Le propriétaire de l'animal s'engage à nettoyer ses déjections.

Les personnes qui enfreindraient les dispositions du présent règlement, seront expulsées, sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées par le maire.

Article 3 La circulation de tout véhicule y compris les vélos est interdite, à l'exception des fourgons funéraires, voitures de service, véhicules employés par les entrepreneurs ayant déposé une déclaration de travaux, véhicules des fleuristes chargés de l'entretien des sépultures, particuliers transportant des personnes à mobilité réduite, titulaire d'une carte d'invalidité.

La vitesse maximale dans l'enceinte du cimetière communal est limitée à 10km à l'heure.

Tout accès véhicule dans l'enceinte des cimetières nécessite une demande préalable en Mairie ainsi que la présence du policier municipal.

Article 4 L'administration municipale ne pourra jamais être rendue responsable des vols et dégradations qui seraient commis au préjudice des familles. De la sorte, il est déconseillé aux familles de déposer dans l'enceinte du cimetière des objets susceptibles de tenter la cupidité.

Tout vol sur une sépulture, pourrait être considéré comme une profanation de sépulture, en cumul de la peine prévue pour le vol.

Article 5 Seuls les affichages légaux communaux seront autorisés. Il est expressément interdit

- de se livrer à un commerce
- d'endommager de quelque manière que ce soit les sépultures ;
- de faire fonctionner des appareils à diffusion sonore ou de jouer d'un instrument de musique, sauf durant le déroulement d'une cérémonie funèbre ;
- de pousser des cris, d'avoir des conversations bruyantes, d'y jouer, ou d'y chanter ;
- de boire et de manger à l'exception des rites religieux le nécessitant ;
- d'escalader les murs de clôture et les grilles, ou de monter sur les arbres ; de monter sur les monuments et pierres tombales ;
- de déposer des ordures dans les parties du cimetière

- autres que dans les conteneurs réservés à cet usage;
- de distribuer des gratifications aux agents de la collectivité, à quelque titre que ce soit ;
- de pénétrer dans les locaux non destinés au public.

CHAPITRE 2 – LES OPÉRATIONS FUNÉRAIRES

Article 6 Aucune opération funéraire ne peut avoir lieu sans une autorisation préalable du Maire de la commune. Aucune opération funéraire ne pourra avoir lieu le dimanche et de nuit. L'auteur de la demande doit justifier auprès de l'autorité municipale de son état civil, son domicile, de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande, du numéro de l'acte de la concession, le lien de parenté du défunt avec le titulaire de la concession et faire parvenir la déclaration au service Mairie au minimum quarante-huit heures avant l'opération.

1_Inhumations

Article 7 La sépulture dans le cimetière communal est due

- aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile ;
- aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées;
- aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille située dans le cimetière communal, quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès;
- aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune mais qui sont inscrits sur la liste électorale.

Article 8 Le dépôt d'une urne dans une case du columbarium ou dans un caveau ainsi que le scellement sur un monument funéraire sont considérés comme des inhumations.

Article 9 Aucune inhumation ou dépôt d'urne ne pourra être effectuée sans l'autorisation délivrée par le Maire de la commune.

Article 10 La demande d'autorisation d'inhumation devra être déposée en Mairie au minimum 24h avant la date prévue d'inhumation.

Article 11 La demande est présentée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles. Celle-ci mentionnera d'une manière précise l'identité de la personne décédée, son domicile, le jour et lieu de sa naissance et le jour et lieu de son décès, le jour et l'heure de l'inhumation et sera obligatoirement accompagnée de :

l'acte de décès, l'autorisation de fermeture de cercueil du certificat médical, du certificat de crémation si inhumation d'urne.

La demande d'inhumation sera toujours accompagnée d'une demande de travaux et d'ouverture de sépulture, faite par le concessionnaire ou un ayant-droit.

Article 12 Toute personne qui, sans cette autorisation, ferait procéder à une inhumation serait passible des peines prévues à l'article R. 645-6 du Code Pénal.

Article 13 L'ouverture d'un caveau ou le creusement d'une fosse sera effectué au moins le matin pour une inhumation l'après-midi, ou la veille pour une inhumation le lendemain matin, afin que si quelque travail de maçonnerie ou autre analogue était jugé nécessaire, il puisse être exécuté en temps utile par les soins de la famille ou par son entreprise. La sépulture ne devra en aucun cas rester ouverte, elle sera recouverte de plaques assurant la sécurité jusqu'au dernier moment précédant l'inhumation.

Article 14 Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être étayé solidement et entouré de bastinges pour consolider les bords au moment de l'inhumation.

Article 15 Un vide sanitaire de 1 mètre sera respecté entre le dernier cercueil et la surface de la sépulture.

Article 16 Après l'inhumation, le caveau doit être immédiatement scellé ou dans le cas d'une inhumation en pleine terre, la fosse immédiatement remblayée. La commune n'est pas habilitée à effectuer quelque opération funéraire que ce soit, les familles doivent s'adresser à une entreprise de leur choix.

2_ Exhumations, réductions et réunions de corps

L'exhumation doit être réalisée dans la discrétion et à l'abri des regards du public.

Contrairement aux autres démarches liées au décès, la demande n'est pas formée par la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles, mais par le plus proche parent des défunts.

Article 17 Le demandeur doit justifier de son état civil, de son domicile et de sa qualité en vertu de laquelle il formule sa demande.

Il peut présenter le livret de famille, l'acte de décès du défunt, et tout acte prouvant son état civil et sa qualité de plus proche parent. Il sera joint à sa demande la copie de sa pièce d'identité.

Article 18 Il doit au moyen d'une attestation sur l'honneur certifier qu'il n'existe aucun autre parent venant au même degré de parenté que lui ou, si c'est le cas, qu'aucun d'eux ne s'oppose à l'exhumation.

Le Maire doit seulement s'assurer que le demandeur est bien le plus proche parent du défunt.

En revanche, il n'a pas à contrôler l'exactitude de

l'attestation sur l'honneur selon laquelle aucun parent ne s'oppose à l'exhumation.

Article 19 Il sera joint à la demande, l'autorisation d'ouverture de sépulture établie par le concessionnaire ou les ayants-droit de la concession concernée par l'exhumation.

Pour un transfert de corps à l'intérieur du cimetière, il sera rajouté l'autorisation d'ouverture établie par le concessionnaire ou les ayants-droit de la sépulture destinataire du corps.

Article 20 Lorsque l'exhumation est suivie d'une crémation la présence de la Police ou de la Gendarmerie Nationale est exigée pour la pose de scellés.

Les exhumations à la demande de la famille doivent être effectuées en présence d'un parent ou d'une personne mandatée par la famille et d'un représentant de la commune. En cas d'absence d'un seul de ces représentants, l'opération serait annulée.

Article 21 L'exhumation du corps d'une personne atteinte, au moment du décès, d'une maladie contagieuse ne peut être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date de décès.

Article 22 L'entreprise chargée de l'opération a l'obligation de mettre en place des panneaux de protection avec affichage pour interdire toute présence non désirée autour de la concession.

Les reliquaires doivent être recouverts d'un drap mortuaire.

Article 23 Les personnes chargées de procéder aux exhumations revêtent un équipement spécial qui est ensuite désinfecté ainsi que leurs chaussures. Elles sont tenues à un nettoyage antiseptique de la face et des mains.

Les matériels et outils utilisés doivent être désinfectés dès la fin de l'opération.

Article 24 L'opérateur funéraire devra assurer le pompage et la récupération des eaux souillées par la présence d'un cercueil dans une case de caveau. Ces eaux seront dirigées vers la station d'épuration la plus proche pour être retraitées.

Article 25 Si au moment de l'exhumation, le cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne peut être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de 5 ans depuis le décès.

Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps est placé dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements (reliquaire en bois) de taille appropriée.

Les bois et tout autre matériau de l'ancien cercueil seront récupérés par l'opérateur funéraire qui exécute l'exhumation. Il sera chargé de procéder à leur gestion et leur élimination dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 26 Les exhumations suivies de réductions de corps ne sont autorisées qu'après une durée de 15 ans entre l'inhumation des corps concernés et la réduction de corps sollicitée au cimetière.

Ces opérations seront effectuées de préférence lors d'une nouvelle inhumation.

3_Inhumations et exhumations dans le caveau provisoire

Article 27 Un registre indiquant les entrées et les sorties des corps dont le dépôt aura été autorisé.

Le délai pour procéder à l'inhumation ou la crémation d'un défunt se situe entre 24 heures et six jours maximum (dimanche et jours fériés non inclus).

Ce délai peut être insuffisant à la famille pour faire les démarches et/ou faire procéder aux travaux nécessaires à l'inhumation. La famille peut alors demander l'autorisation au Maire de la commune du lieu prévu pour l'inhumation un dépôt provisoire du cercueil.

Article 28 Sous réserve des dispositions de l'article R2213-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, le corps est placé, quel que soit le lieu du dépôt temporaire, dans un cercueil d'un modèle prévu au premier alinéa de l'article R2213-25.

Article 29 Si la durée du dépôt excède six jours, le corps est placé dans un cercueil hermétique satisfaisant aux conditions fixées à l'article R2213-27.

La durée du dépôt ne peut être supérieure à six mois. Pendant ce délai, la famille ou la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles devra faire procéder à l'inhumation définitive ou la crémation du cercueil.

Passé le délai des six mois, le Maire doit prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au dépôt temporaire du cercueil. Il fait procéder à son inhumation en terrain commun ou sa crémation en respectant les dernières volontés du défunt. Les frais induits sont à la charge de la famille.

Le Maire prévient la famille de ces opérations.

4_Inhumations en terrain communal

Article 30 Le Maire pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée sur la commune soit inhumée décentement. Quand la personne décédée est dépourvue de ressources suffisantes ou quand celle-ci n'a ni parent, ni ami qui pourvoit à ses funérailles connu au moment du décès, le maire en assure les obsèques et l'inhumation, ou la crémation, à charge pour la commune de se faire rembourser la dépense auprès des héritiers éventuels de la personne décédée.

Article 31 Les inhumations en terrain commun ont lieu dans les emplacements et sur alignements désignés par l'autorité communale.

Article 32 Les fosses en terrain commun sont individuelles, mesurent 2m de long sur 0,80m de large et ont une

profondeur de 1m50. Elles sont réduites à 1m20 de long pour l'inhumation d'un enfant de moins de 5 ans, à 0,60m pour un nourrisson.

Les fosses sont séparées par un espace appelé « inter-tombes » mesurant de 30 à 40 cm sur les côtés et de 30 à 50 cm à la tête et aux pieds.

Article 33 Aucune fondation, aucun scellement, sauf des scellements extérieurs, ne peuvent être effectués dans les terrains non concédés. Il n'y sera déposé que des signes funéraires dont l'enlèvement pourra facilement être opéré au moment de la reprise des terrains par l'administration.

Article 34 Les terrains communs sont affectés gratuitement pour 5 ans au minimum, à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession.

Article 35 À l'expiration du délai 5 ans, l'administration municipale pourra ordonner la reprise desdits terrains. L'arrêté de reprise sera publié, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et porté à la connaissance du public par voie d'affichage.

CHAPITRE 3 – CONCESSIONS FUNÉRAIRES

Article 36 Celles-ci ne constituant, ni des actes de vente, ni un droit réel de propriété, mais un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale, ne pourront être vendues entre vifs.

1_Attribution

Article 37 Seules les personnes physiques peuvent se voir attribuer une concession funéraire, il n'appartient pas aux personnes morales (opérateurs funéraires, organismes, associations) de se substituer aux familles pour l'acquisition et le paiement de la concession funéraire.

Article 38 Une concession ne pourra être accordée à l'avance, et ne sera concédée seulement dans le cadre d'un décès.

Article 39 La commune se décharge de toute responsabilité concernant les durées et tarifs de concessions prévus dans les contrats obsèques. Il est rappelé que seule la commune peut attribuer les concessions funéraires.

2_Droits de concession

Article 40 Dès la signature du contrat, le concessionnaire devra acquitter les droits de concession au tarif en vigueur

le jour de la signature.

Article 41 Toute concession donnera lieu à l'établissement d'un acte de concession qui indiquera le montant de la concession, sa durée, son emplacement, le nom du concessionnaire et éventuellement celui (ceux) des bénéficiaires.

3_Droits et obligations des concessionnaires et des ayants-droit

Article 42 La concession ne peut être affectée qu'à l'inhumation de cercueils, de reliquaires ou d'urnes.

Le concessionnaire ne peut accéder à sa concession qu'aux jours et heures d'ouverture du cimetière au public et en se conformant aux règles de police contenues dans le présent règlement.

Les terrains seront entretenus par le concessionnaire en bon état de propreté et les ouvrages en bon état de conservation et de solidité.

Le concessionnaire ne peut faire effectuer des travaux de creusement de construction ou d'ornementation que dans le respect de la réglementation en vigueur, dans la limite du présent règlement et sous réserve de l'autorisation du Maire.

Les plantations ne pourront être faites et se développer que dans les limites du terrain concédé.

L'espace de circulation tout autour de la tombe ainsi que l'allée, ne peuvent en aucun cas être encombrés de végétaux ou autres matériaux, de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage.

En cas de changement d'adresse, le concessionnaire est tenu d'informer la ville de ses nouvelles coordonnées.

Pour toute décision sur la concession (travaux, gravure etc.), le demandeur s'engage à recevoir l'accord de l'ensemble des ayants-droit du fait du caractère indivisible de la concession, la commune se décharge de toute responsabilité.

4_Type et nature de la concession

La concession individuelle : une seule personne pourra y être inhumée. Elle est mentionnée dans l'acte de concession.

La concession collective : les personnes pouvant y être inhumées figurent dans l'acte de concession. Seules les personnes citées dans l'acte de concession pourront y être inhumées. La concession est indivise entre les personnes désignées. Le Maire doit s'opposer à l'inhumation de toute autre personne.

La concession familiale : elle a vocation à recevoir le concessionnaire, son conjoint, ses ascendants, ses descendants en ligne directe, ainsi que les personnes unies au concessionnaire par un lien d'affection particulier.

Article 43 Seul le concessionnaire peut modifier la nature juridique de la concession en autorisant ou en interdisant l'inhumation de telle ou telle personne.

Article 44 Seul le concessionnaire peut exclure de la concession certaines personnes malgré le lien de parenté qui les unit, il est le régulateur du droit à inhumation dans sa sépulture du temps de son vivant.

Article 45 Les inhumations pourront être en pleine terre, en caveau ou en case.

1. La pleine terre est une fosse creusée à même le sol, donc à l'issue de l'inhumation, le cercueil est en contact direct avec la terre. Le creusement en profondeur est de minimum 1m50.
2. Un vide sanitaire de 1 m est obligatoire.
3. Le caveau est un aménagement en sous-sol de la concession.
4. La case : il s'agit d'emplacements réservés aux urnes.
5. L'équipement regroupant plusieurs cases est appelé columbarium.

5_Durée et surface des concessions

Les différents types de concession du cimetière sont les suivants :

- Concession en terrain pour une durée de 15 ans
- Concession de case au columbarium pour une durée de 15 ans

Surfaces concédées en mètre carré :

Cimetière de La Bâtie-Divisin

Emplacement simple 2,50m² / Emplacement double 5m²

Cimetière des Abrets

Emplacement simple 2,65m² / Emplacement double 5.30m² / Emplacement triple 7m²

Cimetière de Fitialieu

Emplacement simple 2,75m² / Emplacement double 5,25m²

Columbariums

Cimetière de La Bâtie-Divisin

Emplacement de 1 / 2 / 3 urnes

Cimetière des Abrets

Emplacement de 2 / 3 urnes

Cimetière de Fitialieu

Emplacement de 2 / 4 urnes

6_Emplacement de la concession

Article 46 Le concessionnaire ne peut pas choisir l'emplacement. Il doit, en outre, respecter les consignes d'alignement qui lui sont données.

Article 47 Les concessions jouissent d'un isolement

minimum de 30 cm sur les côtés, de 40 cm à la tête et de 1m au pied. Ces terrains, nécessaires aux séparations et passages entre les concessions font partie du domaine public communal et sont in-susceptibles de droits privés.

7_Le renouvellement

Article 48 - Le renouvellement s'effectue lorsque la concession est échue. Le renouvellement est un acte qui permet, au concessionnaire ou à ses ayants droit, de reconduire pour une durée plus courte, équivalente ou supérieure, au même emplacement et au tarif en vigueur au jour de l'arrivée à échéance, une concession funéraire non perpétuelle venue à expiration.

Le renouvellement donne lieu à l'établissement d'un nouveau titre de concession.

Article 49 Lorsque le concessionnaire d'origine est décédé, le titre de concession doit faire mention de ce que le renouvellement est effectué par un ayant-droit pour l'ensemble des ayants-droit.

Si le renouvelant est seul à payer, il ne devient pas pour autant nouveau et seul concessionnaire.

Article 50 Le renouvellement peut se faire dans l'année de l'expiration et dans les deux ans qui suivent, à condition que les monuments, stèles, croix et semelles soient en bon état de solidité et que les travaux obligatoires aient été effectués.

Le contrat repartira de la date d'échéance. Passé ce délai, la concession fait retour à la commune.

Il est possible de renouveler une concession avant la date d'échéance dans la dernière période quinquennale dans le cadre d'une inhumation immédiate.

Ce renouvellement anticipé prendra effet à la date d'expiration de la concession en cours.

Le maire n'a aucune obligation d'aviser le concessionnaire ou les ayants droit que la concession est arrivée à échéance.

8_La conversion de la concession

La conversion s'effectue en cours du contrat administratif de concession en vue d'en allonger sa durée initiale.

Le type de la sépulture (individuel, collectif ou familial) fixé par le fondateur ne peut être modifié par ses héritiers à l'occasion d'une conversion.

Article 51 La conversion donne lieu à l'établissement d'un nouveau titre de concession et prend effet à la date de la signature du nouvel acte.

9_La rétrocession de la concession

Article 52 Seul le concessionnaire peut renoncer à ses

droits et proposer à la commune de lui rétrocéder sa concession.

La concession doit être vide de tout corps, soit parce qu'elle n'a jamais été utilisée, soit parce que les restes mortels des personnes qui y avaient été inhumées ont fait l'objet d'exhumation, de transfert dans une autre sépulture ou de crémation.

Article 53 Cette possibilité n'est pas ouverte aux héritiers (ou ayants-droit) qui sont tenus de respecter les contrats passés par leur auteur, à savoir le fondateur de la sépulture. Le conseil municipal est libre d'accepter ou de refuser l'offre de rétrocession.

10_La reprise de la concession

Article 54 Concessions temporaires

À l'expiration des deux années suivant l'échéance de la concession, l'administration fera procéder d'office à l'enlèvement des objets, considérés comme abandonnés et reprendra possession des terrains.

Il n'appartient pas à l'administration de prévenir les familles de l'arrivée à terme de leur concession, ni de les aviser des exhumations consécutives à la reprise.

Article 55 Concessions perpétuelles

Lorsque, après une période de trente ans à compter de la date d'acquisition, une concession a cessé d'être entretenue et qu'aucune inhumation n'a été réalisée depuis au moins dix ans, le Maire peut constater cet état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles.

Si, trois ans après cette publicité régulièrement effectuée, la concession est toujours en état d'abandon, le Maire a la faculté de saisir le conseil municipal, qui est appelé à décider si la reprise de la concession est prononcée ou non.

Dans l'affirmative, le Maire peut prendre un arrêté prononçant la reprise par la commune des terrains affectés à cette concession.

Article 56 Dispositions communes aux reprises

L'administration ne sera en aucun cas responsable envers les familles des objets qui, par l'effet de l'enlèvement ou par vétusté, viendraient à être dégradés ou détruits.

Les restes mortels provenant des concessions ainsi reprises sont réunis par famille dans un reliquaire de dimensions appropriées, identifié par une plaque non dégradable comportant le nom de la famille et le numéro de l'emplacement. Celui-ci sera déposé dans l'ossuaire du cimetière.

Les urnes retirées des cases de columbarium reprises seront déposées dans l'ossuaire, ou les cendres dispersées au jardin du souvenir.

Les noms des défunts, même si aucun reste n'a été retrouvé, sont consignés sur une liste tenue à la disposition

du public. Aucun dépôt en ossuaire ne pourra faire l'objet d'une restitution à la famille.

CHAPITRE 4 – LES SITES CINÉRAIRES

Article 57 Le dépôt d'urnes et dispersion de cendres sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux inhumations de cercueils. Ainsi, l'inhumation de l'urne dans une sépulture (qu'il s'agisse d'une sépulture gratuite ou d'une concession funéraire) ou la dispersion des cendres dans le cimetière requièrent une autorisation délivrée par le maire.

Dépose d'une urne dans une case au columbarium

Le dépôt et le retrait d'une urne dans une case de columbarium se feront obligatoirement en présence de l'agent en charge de la surveillance du cimetière.

Les plaques de recouvrement des cases de columbarium ne seront en aucun cas déposées ou démontées par les agents de la commune.

Les opérations de dépôt ou de retrait d'urnes cinéraires d'une case du columbarium seront mentionnées dans le registre du columbarium.

À l'échéance de la concession et dans le cas de non-renouvellement par la famille dans un délai de deux ans à compter de la date d'expiration, les urnes seront déposées dans l'ossuaire communal ou les cendres seront dispersées dans l'espace aménagé à cet effet.

Dépose d'urne dans une concession

Il est permis de déposer une urne dans une concession en pleine terre ou dans un caveau. Les autorisations requises seront identiques à l'inhumation d'un cercueil.

Scellement d'urne sur une concession

Il est permis de sceller une urne sur le monument d'une concession. Le scellement devra être réalisé par un professionnel après autorisation du Maire.

Toute pose avec percement est interdite, la commune sera autorisée à ôter tout objet susceptible d'altérer le monument. Les autorisations requises seront identiques à l'inhumation d'un cercueil.

Dispersion de cendres dans le jardin du souvenir

Article 58 La dispersion de cendres n'est autorisée que dans le jardin de dispersion, lieu spécialement affecté à cet effet dans le cimetière. Il est doté d'un équipement mentionnant l'identité des défunts sur des plaques fournies ou gravées sur le monument par la commune.

Article 59 Les cendres de toute personne peuvent y être dispersées après autorisation délivrée par le Maire.

Article 60 Il n'y a pas d'obligation de faire disperser les cendres par un opérateur funéraire, dès lors que les cendres sont traitées avec respect, dignité et décence. La dispersion aura lieu en présence de l'agent du cimetière. En aucun cas, la récupération des cendres ne sera possible après la dispersion, qui s'effectue en un lieu collectif.

Article 61 Cet espace est entretenu par la ville. Tout signe d'appropriation de l'espace, tout élément distinctif, toute marque de reconnaissance à demeure sont interdits dans le jardin du souvenir.

Article 62 Aucun dépôt d'articles funéraires, de fleurs et aucune plantation ne sont autorisés dans le jardin de dispersion. Seules les fleurs coupées naturelles peuvent y être déposées le jour de la dispersion des cendres. Elles seront enlevées périodiquement par le personnel communal. Le columbarium est une construction hors sol pourvue de cases destinées exclusivement au dépôt d'urnes cinéraires.

Article 63 À l'instar des dispositions applicables aux concessions funéraires, toute inscription sur une pierre ou un monument funéraire doit être soumise à l'approbation préalable du Maire.

Article 64 Le régime des concessions cinéraires est aligné sur celui des concessions funéraires.

La sortie d'une urne d'un espace concédé est donc assimilée à une exhumation et soumise aux mêmes autorisations.

CHAPITRE 5 – L'OSSUAIRE

Un ossuaire est une construction destinée à recevoir les ossements humains. Cette construction est affectée à perpétuité pour la conservation des restes exhumés.

L'ossuaire est utilisé pour trois situations dans lesquelles, une fois l'exhumation effectuée, les restes mortels y sont déposés :

- reprise de sépultures en terrain commun,
- reprise de concessions arrivées à échéance et non renouvelées
- reprise de concessions perpétuelles laissées à l'abandon.

Article 65 Les restes inhumés dans l'ossuaire doivent avoir été préalablement introduits dans une boîte à ossements de dimensions appropriées.

Article 66 Les noms des personnes, même si aucun reste n'a été retrouvé, sont consignés dans un registre tenu à la disposition du public.

CHAPITRE 6 – RÈGLES GÉNÉRALES DES INTERVENTIONS DANS LE CIMETIÈRE

1_ Les Travaux

Article 67 Tous travaux dans les cimetières y compris les travaux d'entretien doivent faire l'objet d'une demande de travaux sur formulaire établi avec précision et signée par le concessionnaire (ou ayant-droit) et l'entreprise intervenante.

Aucune intervention sur une sépulture ne pourra être effectuée sans qu'au préalable une autorisation n'ait été délivrée par l'agent du cimetière, et remise aux intervenants.

L'utilisation de produits phytosanitaires est strictement interdite.

Afin de préserver les allées enherbées de nos cimetières, seuls les accès piétons sont accessibles librement.

Avant toute entrée de véhicules dans le cimetière, l'entreprise doit obligatoirement demander l'ouverture du cimetière dans un délai minimum de 48h.

Un état des lieux de la concession et des concessions avoisinantes sera établi par le Policier Municipal avant et après réalisation des travaux, de manière à prévenir les dommages ou à en trouver les responsables.

Si les travaux impliquent l'utilisation d'un véhicule, l'entreprise devra préserver les allées en déposant des éléments de protection de type plaque de roulement sous les chenilles ou les roues de l'engin. Elle devra également déposer la terre extraite sur une bâche afin de préserver le sol.

La commune met à disposition six plaques de roulement par cimetière. En cas de non-restitution, celle-ci seront facturées à l'entreprise au tarif de leur valeur d'achat.

Dans le cas où le cimetière subirait des dégradations, un constat sera établi par la police municipale et les réparations seront exécutées par la commune, à la charge de l'entreprise concernée.

Les travaux entrepris sans autorisation préalable, non conformes aux déclarations établies ou contraires au règlement seront immédiatement suspendus par l'agent du cimetière qui, en cas d'urgence ou de péril imminent, pourra prescrire la transformation, voire la démolition, afin d'assurer la sûreté et la salubrité publique, le bon ordre et la décence du cimetière.

L'autorité municipale pourra refuser toute inhumation dans ces sépultures, jusqu'à ce que les travaux nécessaires soient effectués.

Article 68 Les travaux sont réalisables tous les jours (sauf samedi, dimanche et jours fériés) aux heures d'ouverture du cimetière. Les samedis matins, sont autorisés les travaux concernant une inhumation qui a lieu le même jour (fermeture de caveau, comblement de fosse). Les travaux devront être exécutés du début à la fin, sans interruption. À défaut, l'entreprise sera tenue d'enlever immédiatement les dispositifs ayant servi à la construction, ainsi que les matériaux qu'elle n'aurait pas utilisés.

Aucun dépôt momentané de terre, matériaux, revêtements et autres objets ne pourra être effectué sur les sépultures voisines, et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

Le nettoyage des camions et engins de creusement est interdit dans l'enceinte du cimetière.

Les sols des allées doivent être protégés et rendus propres après toute intervention. Aucune dégradation ou souillure ne seront tolérées sur le domaine public du cimetière.

Article 69 Les prescriptions mentionnées ci-dessus seront respectées et les entreprises intervenantes au titre de la présente procédure s'engagent à ne faire aucune dégradation ou autre dommage sur les sépultures environnantes, à remettre dans l'état où ils étaient avant le commencement des travaux le pourtour de la concession et la partie de l'allée située devant celle-ci.

Dans le cas où cet engagement ne serait pas tenu, la Ville de Les Abrets en Dauphiné pourra procéder d'office après mise en demeure restée infructueuse, à la remise à l'identique du terrain et si besoin à la réfection des concessions avoisinantes aux frais de l'entreprise intervenante.

2_ Les constructions

Article 70 Toute construction de caveaux ou de monuments est soumise à une autorisation de travaux, qu'elle soit réalisée par le particulier ou une entreprise.

Article 71 Tout nouveau caveau sera construit avec une ouverture par le dessus, afin que les allées ne soient aucunement endommagées.

Article 72 Dans le cadre du maintien de la salubrité publique, en l'absence de pose de monument dans l'immédiat la pose d'une semelle est obligatoire. Il s'agit d'un encadrement qui délimite la sépulture sur lequel le monument peut ensuite s'appuyer.

Article 73 Les monuments ne devront pas être de couleur vives et devront respecter une harmonie avec ceux déjà présents dans le cimetière.

3_ Les inscriptions et gravures

Article 74 Si des inscriptions en langues étrangères ou en langues mortes sont souhaitées par les proches du défunt, la demande d'autorisation devra être accompagnée d'une traduction établie par un traducteur agréé par les tribunaux.

Seules les inscriptions du nom de famille et/ou d'usage, le prénom ainsi que la date de naissance et de décès seront autorisées. Toutes gravures nécessitent une demande préalable qui devra être déposée en Mairie.

4_ Les plantations

Article 75 Elles seront disposées et élaguées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage et si besoin abattues à la première mise en demeure.

En raison des dégâts causés aux sépultures voisines, la plantation de tout arbre ou arbuste dont la hauteur à l'âge adulte dépasse 1 m 30 est interdite sur le terrain concédé.

5_ Responsabilité de la commune

Article 76 La commune ne pourra être tenue pour responsable des dégradations qui pourraient être causées aux sépultures du fait

- de mouvements de terrain résultant d'infiltrations d'anciennes carrières ou de toute autre cause
- de chutes de pierres, croix, stèles ou monuments consécutives aux intempéries ou aux catastrophes naturelles
- de l'exécution des travaux par des entrepreneurs privés et des dommages causés aux tiers qui pourront demander réparation aux entrepreneurs conformément aux règles du droit commun.

Article 77 En période hivernale, les services communaux pourront procéder à la mise hors gel de toute arrivée d'eau.

6_ Règles spécifiques durant la période des fêtes de Toussaint

Article 78 À l'occasion des fêtes de la Toussaint, il est rappelé aux familles ainsi qu'aux personnes chargées de l'entretien des sépultures, que les règles ci-après sont destinées à assurer la sécurité et la salubrité dans le cimetière.

Les travaux de construction, recouvrement et réparation des caveaux sont interdits du 20 octobre au 3 novembre inclus.

Durant cette période, les exhumations et transferts de corps sont interrompus.

En conséquence, les ouvriers des différents corps de métiers sont priés d'enlever tous outils et matériaux durant

ces périodes. Ils doivent également laisser les abords des chantiers en parfait état de propreté et sans danger pour les usagers.

Les travaux de nettoyage, désherbage, peinture, etc. doivent être effectués avant le 29 octobre, dernier délai. Le jour de la Toussaint, aucune entrée de véhicule n'est autorisée.

CHAPITRE 7 – DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DU RÈGLEMENT

Article 79 Le Directeur Général des Services de la ville de Les Abrets en Dauphiné, Monsieur le Commissaire de police, tous les agents communaux, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent règlement.

Article 80 Les contraventions au présent règlement seront constatées par procès-verbaux et les contrevenants punis conformément aux lois, sans préjudice des poursuites et actions civiles que l'administration ou les particuliers pourraient intenter à raison des dommages qui leur ont été causés.

Article 81 Le présent acte sera inscrit au recueil des actes administratifs de la commune de Les Abrets en Dauphiné et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Article 82 Le présent acte est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, publication ou notification, d'un recours gracieux auprès du Maire de la commune de Les Abrets en Dauphiné ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble. Le recours gracieux est suspensif du délai de recours contentieux, mais n'est pas suspensif de l'application du présent acte.